

Extrait des Mémoires du Général Bernard Cazelles (X31) concernant sa période de commandement de l'École Polytechnique (1962-1965)

Me voici donc revenu en Métropole. Comme il est de règle je me suis présenté au chef d'EM de l'Armée de Terre, qui était toujours le général Le Puloch. Il me demanda si j'avais des souhaits pour mon affectation. Je lui ai répondu que j'avais exprimé à Messmer mon souhait de commander l'X, que depuis, le général Crépin m'avait proposé d'être son chef d'EM aux FFA et que je m'en étais remis à la décision de mes chefs, l'un ou l'autre poste m'intéressant.

Je crois me souvenir que Le Puloch m'a dit que je serais nommé au commandement de l'X, dont le commandant, le général Tissier, allait quitter le poste avant d'avoir accompli les trois années habituelles. Il y avait eu une manifestation maladroite lors de la visite des Saint-Cyriens à l'X : la compagnie des conscrits qui faisaient une composition pendant la cérémonie de présentation de leurs anciens et des Cyrards avec les drapeaux des deux écoles, avaient cru bon de jeter sur les troupes se rassemblant les papiers de brouillon qui fâcheusement avaient la couleur jaune du papier Q et ces papiers étaient tombés au moment précis où les deux drapeaux se mettaient en place. Cela ne fut nullement apprécié, et les réactions du général Tissier n'avaient pas plu en haut lieu. En effet il avait puni d'arrêts de rigueur les élèves les plus punis, sans savoir s'ils étaient les instigateurs de cette affaire, ni même s'ils y avaient personnellement participé. De plus il avait été décidé que le séjour dans les corps de troupe que les X faisaient entre les deux années, serait d'une plus longue durée, ce qui, me dit Le Puloch, ne pouvait que renforcer dans l'idée des X qui n'étaient déjà pas très favorables à la chose militaire que servir dans un corps de troupe était une punition.

Dans la foulée il ajouta qu'il fallait également se débarrasser du commandant en second, le colonel Jubert, un de mes conscrits que je connaissais bien car nous avions été trois ans ensemble à Ginette (il était entré bica). En tout cas il ne fallait pas que j'en parle avant que ce soit officiel, car le général Tissier n'était pas encore prévenu de sa mutation.

J'ai donc pris une permission et me trouvais à Houlgate quand on me dit que le général Le Puloch me demandait au téléphone. Il voulait m'annoncer que le Conseil des Ministres venait de me nommer à l'X.

J'ai peu après téléphoné à l'X pour savoir quand je pourrais me présenter au général Tissier. Il m'a reçu peu de jours après et d'emblée m'a dit de le tutoyer, nos promotions étant assez voisines (il était de la promo 27). Je lui ai demandé ce qu'il pensait de ce poste et m'a répondu textuellement « *je ne le souhaiterais pas à mon pire ennemi* ». J'en ai donc conclu que ce n'était pas auprès de lui que je pourrais avoir des informations sur la manière de commander l'X ; sa réaction était probablement due au fait de son départ anticipé. Mais je crois qu'il ne se sentait pas à l'aise dans ce poste. Il y avait succédé à mon ancien Guillebon, qui avait certes ses défauts, mais une prestance certaine et Tissier a dû faire pâle figure après lui.

En réalité je n'ai pris le commandement que le 1^{er} Octobre, je crois ; il y eut donc cohabitation car j'ai rejoint avec la rentrée des élèves. Entre temps j'avais écrit à Guillebon, qui commandait la région de Toulouse, pour lui demander s'il pouvait me recevoir, car j'attendais plus de lui que de Tissier.

J'ai retenu de cet entretien avec Guillebon qu'il fallait vis-à-vis des élèves se comporter naturellement, qu'il y avait à côté des règlements, les traditions de l'Ecole et que les élèves devaient sentir jusqu'à quel point je les autoriserais à interpréter les règlements en fonction des traditions telles qu'ils se les imaginaient.

La promo 62 étaient pour leurs trois premières semaines en instruction militaire au camp des Garrigues au nord de Nîmes. Comme Tissier commandait encore, je l'y ai accompagné quand il est allé les voir. Il a passé en revue la promotion sans dire un mot, et je le suivais bien sûr, sans dire moi-même quoi que ce soit. D'ailleurs j'avais demandé à Tissier s'il parlait aux élèves. Il m'a dit que oui, il les recevait tous individuellement à leur entrée. J'ai appris rapidement que l'entretien était bref et assez passe-partout, du type « *Vous avez préparé à tel lycée – Oui, mon général – Vous voulez être bottier ? – Oui (ou non) mon général – Votre père est (ou n'est pas) X – Oui (ou non) mon général – Bien, je vous remercie.* »

Quand j'ai pris le commandement, la promo 62 était encore au camp des Garrigues et je suis allé l'y revoir. Je l'ai passée en revue et ai cru bon de terminer la cérémonie en leur disant que j'étais là pour les commander, car je n'étais pas directeur, mais commandant de l'Ecole (ce que mes successeurs ne peuvent plus dire, car ils ont maintenant le titre de Directeur Général de l'Ecole). J'ai su depuis par Patrice Mollie que les élèves en ont été marqués et que certains en avaient conclu que Messmer avait choisi le général « *le plus vache* » pour commander l'X.

De retour à Paris j'ai eu à choisir un commandant en second pour remplacer Jubert. J'ai demandé à un sapeur de la promo 33, Haffner. Nous nous sommes donc mis tous les deux à la besogne.

J'ai commencé par réunir à l'amphi la promo 61, celle qui s'était fâcheusement illustrée par le lancement de papiers sur les deux drapeaux de Cyr et de l'X et leur ai dit en substance que je n'avais pas la prétention par cette seule séance de les connaître, mais qu'au moins eux m'auraient vu, et j'ai ajouté : « *Nous allons vivre ensemble un an ; il va falloir nous supporter* ». Comme quelques sourires apparaissaient, j'ai ajouté « *Mais dans supporter, il y support, je suis là pour vous aider dans la mesure de mes possibilités* », ce qui, je crois, les a surpris.

J'ai ensuite reçu les deux caissiers, Bentz et Blime, ce dernier ayant remplacé en fin de première année la précédente « petite caisse » (celui des caissiers qui avait obtenu moins de voix que la « grosse caisse » lors de leur élection) qui était menacé d'être séché et qu'on avait fortement persuadé de démissionner pour pouvoir faire le travail minimum qu'il ne faisait pas en tant que caissier. J'ai eu de très bons rapports avec Bentz et Blime. Je serai amené à en reparler.

Les cadres de l'Ecole étaient, en dehors du corps enseignant dont je parlerai plus loin, des officiers des trois armées. A mon arrivée les commandants de compagnie étaient tous de l'Armée de Terre (dont deux n'étaient pas X) et un lieutenant de vaisseau, X, célibataire, fana de violon plus que de ses élèves ; il est parti au bout d'un an et je ne l'ai pas regretté. L'ensemble était placé sous le commandement du directeur de l'instruction militaire, un lieutenant-colonel bigor X, Piquemal, qui quittait ce poste à mon arrivée et dont j'ai regretté le départ. Il a été remplacé par un artilleur X, Sordoillet, doté d'une nombreuse famille, qui a fini général de brigade commandant la subdivision d'Amiens. Auprès de lui un X aviateur, le commandant Bablon, était chargé d'organiser les conférences de culture générale que nous dispensions aux élèves ; c'était un homme de qualité.

J'avais hérité de mon prédécesseur un chef de cabinet, le commandant de Prêmesnil, un Saint-Cyrien cavalier, dont le père était général artilleur X.

La direction de l'enseignement était assurée par le directeur des études, un Ingénieur Général des Mines, Chéradame. Je le connaissais pour l'avoir rencontré un jour à un dîner chez le général Lavaud quand j'étais le chef de cabinet de Messmer. Il m'a écrit en apprenant ma nomination qu'il était heureux de voir arriver un général qu'il avait au moins vu une fois et in fine il m'écrivait qu'il avait eu l'habitude de tutoyer les généraux qui commandaient l'X depuis qu'il était directeur des études, et me demandait s'il pouvait en faire autant avec moi quoique je sois d'une promotion nettement plus récente (il était de la promo 25). Il était directeur du Centre d'Etudes des Charbonnages au nord de Paris et n'avait accepté le poste de directeur des études à l'X que s'il pouvait continuer à diriger ce Centre. On avait accepté cette condition car il était difficile de trouver des candidats valables. Le poste était ambigu ; le directeur des études était normalement en liaison avec les directeurs des autres grandes écoles, en particulier des écoles d'application (Mines, Ponts, Télécom, etc...) où allaient les X bottiers, mais le fait qu'il ne soit pas directeur de l'X le gênait parfois. Il avait succédé à un des professeurs de physique, Vignal, homme charmant mais sans beaucoup de caractère qui avait été vite débordé par la majorité du corps enseignant. Chéradame avait accepté de lui succéder à la condition que j'ai dite, et cela n'a nullement nui à son activité en tant que directeur des études.

Le corps enseignant était très nombreux ; professeurs, maîtres de conférences, cela faisait bien une soixantaine de personnes. Quand j'ai pris mon commandement j'ai offert un pot aux principaux d'entre eux, conseillé pour le choix des élus par Chéradame et Prêmesnil. Ils y sont venus en général, souvent très en retard, tel Leprince-Ringuet qui m'a dit qu'il y avait une chose très importante sur laquelle il me demandait de me pencher le plus tôt possible, c'était de réserver des places de parking pour les voitures de ses collaborateurs au laboratoire qu'il dirigeait dans les locaux de la Physique. Je n'ai pas apprécié que ce soit à ses yeux la chose importante dont devait s'occuper le géné entrant en fonction. Peut-être est-ce pour cela que je ne l'ai jamais aimé.

Les professeurs et maîtres de conférences étaient pour partie d'anciens X, une moitié environ, et à l'usage j'ai trouvé que ce mélange dans le corps d'X et de non-X était une bonne chose, car ne prendre que des X aurait conduit vraisemblablement à un esprit de chapelle. Je n'avais avec eux pas de rapports fréquents, leur interlocuteur était normalement Chéradame. Celui que j'ai vu le plus souvent était Leprince-Ringuet qui ne s'entendait pas avec Chéradame qu'il méprisait un peu je crois. Personnellement je le trouvais parfaitement vaniteux et je n'étais pas le seul. Francis Payer m'a raconté qu'il arrivait parfois à l'amphi légèrement en retard, en posant une raquette sur la table et en s'excusant d'arriver en retard car il venait de finir une partie avec Borotra. Bon joueur de tennis (il était deuxième série) il avait été à l'Ecole en même temps que Borotra, de la 20 spéciale, tandis que Leprince était de la 20 normale. La légende voulait que lorsqu'aux Jeux Olympiques d'Anvers en 1920, Borotra jouait, simultanément il passait ses colles à l'X et c'était Leprince-Ringuet qui les passait à sa place. Un élève en avait dit « *C'est un bon commis-voyageur en physique nucléaire* », ce qui caractérise à mon avis le bonhomme. L'autre professeur de physique, un de ses anciens élèves, sorti dans les Mines, avait autrement de classe. Leprince-Ringuet qui n'aimait pas les « gros bottiers », peut-être parce qu'il n'en était pas, disait de lui que c'était un des rares mineurs qu'il trouvait intelligent, manière de lancer une flèche à Chéradame.

Parmi les professeurs il y avait un nombre important de membres de l'Institut. Ce qui m'a amené plus tard de l'évoquer devant Mesmer. Je trouvais que trois ans au

commandement de l'Ecole, c'était peu. La première année on est prisonnier des orientations de votre prédécesseur. La deuxième on lance les modifications qu'on juge souhaitables et la troisième on peut corriger le tir, et c'est alors qu'on pourrait confirmer ce qui a été entrepris qu'on nomme le géné à un autre poste.

Les professeurs étaient nommés pour un contrat de 5 ans renouvelable ; jusque là les professeurs étaient nommés à vie et, s'ils avaient été brillants étant jeunes, il n'en était pas forcément de même l'âge venant. L'un des professeurs de chimie était reconnu même par les autres professeurs comme très insuffisant. Chéradame avait eu beaucoup de mal à obtenir qu'il démissionne. Il voulait garder à l'Ecole son laboratoire et bien évidemment son successeur en voudrait un aussi ; ce fut le premier problème de locaux dont j'ai eu à m'occuper, car ce qui manquait surtout rue Descartes, c'était les mètres carrés. Finalement on a trouvé une solution plus ou moins boiteuse, mais elle n'a pas satisfait les professeurs, surtout les plus anciens qui avaient été nommés à vie et auxquels le décret Bourguès ne s'appliquait pas. J'entends encore Leprince-Ringuet me dire que ce qu'on faisait était inadmissible, qu'il suffisait de nommer un autre professeur tout en laissant son traitement (à ne rien faire !) à celui qu'on vidait. Je n'ai pas réussi à lui faire comprendre que les exigences budgétaires ne permettaient pas cette générosité et Leprince reconnaissait que ce professeur était ou était devenu un incapable ! Mais par une sorte de solidarité professionnelle, il voulait qu'on lui laisse un traitement.

A la direction des études se trouvaient auprès de Chéradame plusieurs personnes. D'abord deux adjoints ; l'un d'eux Migaux, artilleur de mes conscrits, était passé ou allait passer (je ne me souviens plus) dans les Fabrications d'Armement, ce corps d'ingénieurs militaires créé vers 1935 principalement à partir d'officiers d'artillerie et qui s'est substitué au service de l'artillerie dans la partie fabrication, la partie entretien ayant été dévolu en 40-41 au Service du Matériel nouvellement créé, en partie pour « civiliser » les personnels qui en feraient partie et garder les postes autorisés par les conventions d'armistice aux officiers des formations combattantes. Migaux était un très brave type, peut-être pas de grande classe, mais parfaitement honnête et dévoué. Il était tout content quand je l'ai tutoyé dès notre première rencontre, comme il est d'ailleurs de coutume d'une promo à la voisine.

L'autre adjoint plus jeune, était un X sorti directement dans l'Armement, GM ; Poudres et Fabrications d'armement. Leur tâche à tous deux était de préparer les divers conseils d'instruction où siégeaient les principaux et où, sous l'autorité de Chéradame, se discutaient les modifications à faire dans l'enseignement ; répartition des heures de cours entre les diverses disciplines (chacun estimant d'ailleurs que les élèves avaient trop de travail, mais justement pas dans leur partie pour laquelle ils demandaient un supplément d'heures de cours). Auprès d'eux se trouvaient des employés de diverse importance. L'un d'entre eux, M. Lemoine, avait la tâche d'organiser le concours d'entrée, et cela le prenait toute l'année ; il s'en acquittait remarquablement et pendant mon commandement je n'ai pas eu de réclamations sur le déroulement du concours, en raison par exemple d'énoncés partiellement faux comme cela arrive trop souvent. Le choix des examinateurs et correcteurs, l'impression des sujets retenus qui étaient distribués dans toute la France en gardant le secret, tout cela nécessitait une rigueur dans le travail où Lemoine se montrait parfaitement à la hauteur.

La bibliothèque était rattachée à la direction des Etudes. Le bibliothécaire, M. Moreau, avait été mis en place par le général Leroy qui avait eu l'occasion de l'apprécier dans une école de l'Armée de l'Air qu'il avait commandée avant l'X. Le général l'avait choisi quoique Moreau ne soit pas cousu de diplômes, parce que c'était un bibliothécaire qui admettait parfaitement que les livres de la Bibliothèque étaient faits pour être lus et non conservés

jalousement à l'abri de toute détérioration ce qui, de l'avis du général Leroy, était le péché mignon de la plupart des bibliothécaires, plus conservateurs que bibliothécaires. Bien sûr les trésors de la Biblal –et il y en avait, datant pour certains des prélèvements faits par Bonaparte en Italie– n'étaient montrés qu'à celui qui pouvait montrer patte blanche. Pour moi Moreau a toujours été très agréable. Je lui ai demandé de mettre quelques livres de la Biblal dans mon bureau dont le Littré, dont un jour Prémèsnil m'a fait remarquer que je faisais un usage abondant, car il prétendait que dans la plupart de mes allocutions aux élèves, j'avais recours à l'étymologie.

L'administration était assurée par un officier en retraite, le colonel Ané, qui avait comme adjoint un capitaine, Vèze. Ce n'était pas une mince affaire que d'administrer l'Ecole, car si les élèves ne posaient que des problèmes relativement simples de nourriture, logement, habillement, etc..., il y avait toute une série de personnels civils aux statuts les plus divers, allant du professeur aux serveurs du magnan (le réfectoire) en passant par le chef cuisinier, le portier, le jardinier, etc... qui posaient des problèmes très divers et souvent des cas individuels sans référence possible. Le colonel Ané et le capitaine Vèze avaient tous deux été déportés, je crois même dans le même camp, mais cela n'avait créé aucun lien entre eux, j'ai eu l'impression qu'ils ne pouvaient se souffrir. Mais le service n'en pâtissait pas.

La supervision de l'Ecole était alors assurée par le Conseil de Perfectionnement. « Mon Président » du Conseil de Perfectionnement était Louis Armand, forte personnalité qui avait des vues sur tout, faisait entre diverses disciplines des rapprochements inattendus et toujours féconds d'enseignement pour moi. Je lui demandais de me recevoir à peu près une fois par mois. Il me recevait dans son bureau de président de l'Internationale des Chemins de Fer situé sur les bords de la Seine entre l'hôtel Hilton et la station de métro Bir-Hakeim, et cet homme suroccupé trouvait toujours le temps de m'accorder un entretien d'environ une heure alors que, ce que je lui soumettais, pouvait être traité en quelques minutes, m'éblouissant par l'étendue de ses connaissances et l'acuité et la rapidité de son intelligence.

Louis Armand « n'était sorti » que second de l'X, mais il s'était rapidement imposé. Ingénieur des Mines, il avait été débauché par la SNCF dont il a rapidement gravi les échelons. Il se plaisait à se définir comme un technicien et c'est à ce titre qu'il a remercié l'Académie Française de l'avoir accueilli, lui technicien au milieu des littérateurs, hommes politiques, généraux et cardinaux, etc... Animant la résistance dans la SNCF, il a fini par être arrêté et se trouvait par chance encore à Fresnes au moment de la libération de Paris et échappa ainsi au camp de concentration. On raconte (cela a été dit quand il a été reçu à l'Académie Française par l'académicien qui le recevait) que dans sa cellule de Fresnes il avait réfléchi sur la traction électrique de la SNCF et qu'il y avait trouvé la solution qu'il a fait adopter ensuite.

Je voulais m'appuyer sur le Conseil de Perfectionnement (dont en passant, Armand me disait combien il admirait que Monge ait choisi ce terme plutôt que celui de Conseil d'Administration, car cela marquait la volonté des fondateurs de perfectionner sans cesse l'Ecole qu'ils venaient de créer), car étant donné le court terme de mon commandement je ne voulais pas que des mesures que j'aurais prises soient annulées plus tard par l'un de mes successeurs pour je ne sais quelle pression, et il y en avait. Un cas se présenta bientôt dans le premier trimestre de mon commandement : l'autorisation donnée aux élèves de sortir en civil.

C'était un point sur lequel les caissiers revenaient régulièrement, par exemple à l'occasion de leur audition par le Conseil de Perfectionnement en fin d'année scolaire. J'en étais personnellement partisan, ne serait-ce que, parce que je me souvenais de ma rapidité à me mettre en civil dès mon arrivée chez mes parents, et de mes cocons qui n'ayant pas de parents à Paris où se changer, louaient à une quinzaine une chambre dans un des hôtels du quartier. Dans le premier mois de mon installation dans l'appartement de fonction au pavillon Boncourt, j'étais allé avec Françoise un soir au cinéma dans le quartier et, en rentrant à pied par la rue Descartes, j'ai vu dans le bistrot sur la place en face de l'entrée des élèves, quelques uniformes suspendus aux patères. On m'a dit que certains élèves commençaient à se déshabiller dès la porte de l'Ecole franchie, ce qui ne m'a pas paru d'un bon effet pour le prestige de l'Ecole, et même que certains consommateurs de ce bar enfilaient pour s'amuser les uniformes ainsi accrochés dans le bar, ce qui me paraissait encore plus déplorable. J'en ai parlé avec mon commandant en second, Haffner et nous étions tous deux d'accord pour dire qu'il fallait trouver une solution. Si je maintenais l'interdiction d'être en civil en dehors de l'Ecole, il fallait que les jours de sortie j'envoie la quasi totalité de mes cadres vagabonder dans Paris à la recherche des délinquants, et ça aurait été pour eux chercher une aiguille dans une botte de foin. Voulant ne donner que des ordres dont je puisse assurer l'exécution, j'ai donc avec Haffner cherché une solution. Nous avons dégagé dans la boîte à claques (l'entrée des élèves ainsi nommée parce qu'elle a la forme trapézoïdale de la boîte où nous mettions nos claques) des locaux pour faire un vestiaire pour les élèves qui y laisseraient leurs tenues civiles et s'y changeraient.

Mais avant de passer à l'exécution, j'ai voulu m'assurer du soutien du Conseil de Perfectionnement, prévoyant des réactions, que j'ai eues d'ailleurs une fois la mesure prise : des Antiques m'ont dit qu'ils ne comprenaient pas ; à leurs yeux c'était un honneur de sortir en tenue et dans les bals les jeunes filles devaient être fières de sortir avec un X en tenue. Sur ce dernier point je leur ai répondu qu'ils n'avaient qu'à aller au BDA (le « bal des Antiques » organisé par la GPX - Groupe Parisien des X - et où les élèves en tenue étaient invités gratuitement (je n'y avais jamais été comme élève, j'ai dû y aller sans enthousiasme comme généré) et que la vue d'un X en tenue dansant les danses à la mode de l'époque (il s'agit des années 60) ne me paraissait pas propre à maintenir le « prestige de l'uniforme » quand on voyait un X en tenue les danser. On n'a pas répondu à cet argument.

J'ai donc eu l'aval du Conseil de Perfectionnement, ce à quoi je tenais pour que cette disposition ne soit pas remise en cause ultérieurement et, l'ayant obtenue, je suis allé en informer le ministre, toujours Messmer, qui bien sûr m'a laissé libre de ma décision, estimant probablement que c'était une affaire intérieure de ma responsabilité.

Ma première année de commandement (octobre 62 - octobre 63) ne m'a pas laissé de souvenirs majeurs si ce n'est les manifestations habituelles : la remise des tangentes par les anciens à leurs conscrits qui se déroulait à la nuit avec, à mon avis, une certaine allure ; l'élection des caissiers, avec la « campagne de Kès » qui entraînait un agréable bordel dans l'Ecole. J'en ai conclu, de cette campagne de Kès et du bahutage qui avait marqué la rentrée des conscrits (d'une semaine comme jadis, et sans plus de méchancetés, sauf exceptions) que l'enseignement devait s'adapter à ces traditions. En conséquence j'ai demandé à Chéradame que désormais les cours de la rentrée des conscrits ne soient pas consacrés à des matières difficiles comme l'analyse, afin que les conscrits rentrant de vacances, (parfois courtes s'ils avaient passé l'oral dans les dernières semaines et suivies du stage mili au camp qui était physiquement fatigant pour la plupart d'entre eux) ne se sentent d'entrée de jeu débordés par un cours trop ardu, ce qui les entraînerait à poser les mains et à encourir les rigueurs du « conseil de sèche » en fin d'année. Ceci a été fait dans les années suivantes.

J'ai demandé une mesure analogue à l'issue de la campagne de Kès, peut-être parce que je me souvenais de ma planche le lundi qui avait suivi la campagne de Kès de ma promo et où je n'avais pas été très brillant, mais heureusement la « grosse Kès » Montal, était venu plaider ma cause auprès de l'examineur.

A la campagne de Kès de la promo 62, il y avait pour la terminer une sorte de rallye qui se déroulait dans l'amphi de Phy et où chaque tandem candidat devait produire des numéros particuliers. Brigitte avait été contactée par Patrice parce que la présentation de la « fille du géné » valait un certain nombre de points. Elle avait suggéré que Sylvie se présente et non elle, mais cela ne faisait pas l'affaire, peut-être parce que Sylvie faisait encore trop petite fille. Brigitte a donc accepté et se tenait dans les bancs les plus hauts de l'amphi en regardant les divers numéros qui passaient ; je me rappelle qu'il y avait une troupe de louveteaux conduits par leur cheftaine, puis ensuite une strip-teaseuse qui a entrepris de faire sur scène démonstration de ses talents sous l'œil étonné des louveteaux et probablement de la cheftaine qui a dû trouver un moyen de les faire sortir. Non loin de Brigitte se trouvaient deux élèves et Brigitte a entendu l'un dire à l'autre « *ils ont demandé la fille du géné ; ils sont gonflés* » et à ce moment on demande sur la scène la fille du géné et Brigitte répond tranquillement « *Me voilà* » en descendant les marches à la grande stupéfaction de ses voisins.

Comme manifestations rituelles, mais qui dépassaient le cadre de la seule école, il y avait les contacts avec les autres écoles militaires. Il était d'usage que l'X reçoive la visite de la promotion correspondante de Saint-Cyr et c'est à cette occasion que mon prédécesseur avait eu quelques déboires. Pour l'Ecole de l'Air, les contacts se sont développés quand je commandais l'X. Nous en recevions une promotion, profitant d'une période où une des promotions de l'X était en stage à l'extérieur, et on leur organisait avec les professeurs de l'X une semaine de cours scientifiques adaptés à leur formation. Cela se passait très bien.

Avec l'Ecole Navale nos rapports se bornaient, comme pour Saint Cyr, à les recevoir lors de la venue d'une de leurs promotions à Paris et d'organiser un pot où nous recevions les cadres de Navale et ceux de leur association d'anciens élèves.

Nos contacts avec Saint-Cyr ne se limitaient pas à cette visite annuelle des Saint-Cyriens, car il y avait chaque année une rencontre sportive entre les écoles militaires correspondantes belge (l'Ecole Royale Militaire de Bruxelles), anglaise (Sandhurst) et néerlandaise (près de La Haye) avec Saint-Cyr et l'X. A tour de rôle chacune de ces écoles avait la charge d'organiser un tournoi d'athlétisme entre ces écoles. J'ai ainsi été amené à accompagner l'équipe de l'X à Coëtquidan et à Bruxelles, et une année je les ai reçus à l'X, malheureusement je n'ai pas eu à me déplacer à Sandhurst ni aux Pays-Bas, c'est mon successeur Mahieu, qui a eu cette chance.

L'affaire d'Algérie a eu d'autres conséquences pour l'Ecole et moi-même. Les élèves organisaient dans l'Ecole et avec mon autorisation des conférences dont ils choisissaient les conférenciers ; le nom de ces conférenciers m'était soumis avant la conférence. Une des personnalités qu'ils avaient invitées, était Gaston Defferre, le maire de Marseille, pour lequel l'Express menait une campagne pour son élection à la Présidence de la République contre de Gaulle (l'Express avait lancé sa campagne sous le nom de « Monsieur X », mais on avait rapidement su que cet X était Defferre). J'ai donné l'autorisation de faire venir Defferre et cela ne m'a posé aucun problème. M. Majorelle, alors président de l'AX, a su que Defferre venait et m'a demandé si le ministre avait donné son accord. Je lui ai répondu que je ne l'avais pas demandé, car je pensais que c'était de ma responsabilité. Majorelle a paru étonné

que je prenne cette position, étonné et peut-être admiratif. Ma position me semblait tout à fait normale et pas particulièrement courageuse.

Je ne me suis opposé que deux fois à la venue de conférenciers que voulaient inviter les élèves. J'ai estimé que je ne pouvais laisser faire une conférence dans un établissement de l'Etat sur un sujet que la loi interdisait, et ai convoqué les élèves responsables pour leur dire que je refusais l'entrée de cette personne à l'Ecole, que s'ils tenaient absolument à l'entendre, ils n'avaient qu'à louer une salle à l'extérieur pour y convoquer leurs camarades, puisque je les avais autorisés à sortir tous les soirs jusqu'à minuit. (Au sujet de cette autorisation de sortie, les caissiers de la 63 sont venus me trouver à la fin de l'année scolaire pour me suggérer de limiter pour leurs conscrits la possibilité de sortie à une par semaine, car ils trouvaient que pour leur promo cette autorisation était trop large).

Je recevais tous les élèves l'un après l'autre pendant un quart d'heure environ en m'efforçant d'être plus chaleureux que mon prédécesseur dont j'avais eu, par ma nièce, des échos peu encourageants. J'avais commencé par les anciens que j'ai dû tous recevoir pendant le premier trimestre et le mois de Janvier, puis je me suis attaqué aux conscrits. A la moitié du premier trimestre de l'année 63, avant les vacances de Pâques, il y avait les examens généraux (les Exam Gé dans le jargon de l'X) qui sanctionnaient le travail du premier semestre (qui en réalité ne comprenait que quatre mois et demi), ce qui, par rapport à ce que j'avais connu comme élève, était une amélioration certaine, car d'une part les élèves étaient interrogés sur des matières qui venaient de leur être enseignées, d'autre part c'était une mise au point de leurs résultats en cours d'année. Je me suis beaucoup occupé avec Cheradame, des culots dont les mauvais résultats pouvaient être catastrophiques pour eux, car le règlement ne permettait pas aux élèves de redoubler la première année. Ils passaient en deuxième année ou étaient mis à la porte.

Cette règle prise par Bourguès-Maunoury, me paraissait à la fois sévère et intelligente. Comme dans tous les concours,, les derniers reçus ne sont guère meilleurs que les premiers recalés ; la courbe des notes descendant très rapidement des premiers pour être quasi horizontale à l'endroit où on fixait la barre séparant les reçus des recalés, et au moment de fixer cette barre on tâchait de trouver un groupe de candidats assez nettement séparés de leurs suivants par deux ou trois points, ceci en fonction bien sûr du nombre approximatif qu'on voulait recevoir. Il en résultait que certains des recalés auraient bien pu être reçus (c'est le cas de Bianco, secrétaire général de la Présidence de la République, qui était en taupe à Janson de Sailly avec Attali et était meilleur élève que lui ; Bianco a été recalé à l'X et Attali en est sorti major)

Dans le cours du deuxième trimestre j'ai donc convoqué à plusieurs reprises les culots en leur redisant, car leur capitaine les avait déjà avertis, qu'ils couraient le danger d'être séchés à la fin de leur première année. Mais j'avais l'impression qu'ils pensaient que je devais jouer mon rôle de « Père Fouettard » en les menaçant ainsi de l'exclusion, mais que rien ne se passerait pour eux. A la fin de l'année scolaire le jury de passage se réunissait sous la présidence de Louis Armand, et les derniers du classement devaient lui être présentés. Les caissiers de la promotion étaient présents pour jouer les avocats de leurs camarades menacés, en expliquant les circonstances qui avaient pu les amener à ces mauvais résultats. En 1963, une bonne dizaine d'élèves de première année a ainsi comparu devant le jury de passage dont nous faisons bien sûr partie, Cheradame et moi. Trois d'entre eux n'ont pas été admis à passer en deuxième année et de ce fait ont été exclus de l'Ecole puisqu'on ne pouvait pas redoubler la première année.

Je revois encore la scène. Les élèves qui avaient comparu attendaient la décision dans l'antichambre de mon bureau au 1^{er} étage, le jury s'étant réuni à la salle d'honneur au rez-de-chaussée du Boncourt. La décision prise, je suis remonté à mon bureau et j'ai dit, en commençant par ceux qui passaient « *Vous, cela passe* » et quand je suis arrivé aux trois exclus, j'ai dû leur dire « *Vous êtes exclus* ». Deux d'entre eux ont été très dignes, mais j'entends encore l'un d'eux me demander en larmes s'il n'y avait pas encore un moyen de le sauver. Je lui ai répondu que je l'avais suffisamment averti de ce qu'il risquait, que s'il n'avait pas pris mes avertissements au sérieux je n'y pouvais rien. C'était évidemment un rude coup pour eux et pour leur famille.

Bien avant la fin de l'année scolaire, Haffner, mon commandant en second, est venu me soumettre un projet de réorganisation qu'il avait étudié. Son idée de départ était de trouver une solution qui permette de concilier mieux les exigences très diverses qu'entraînaient la multiplicité des groupes dont faisaient partie les élèves : « petites classes », groupes sportifs, groupes de langues, etc... Haffner avait trouvé une solution mais elle imposait de répartir les promotions en quatre compagnies au lieu de trois qui existaient jusque là. Son idée me séduisit mais avant de présenter la facture au Ministre, je suggérais à Haffner que nous demandions non seulement deux officiers supplémentaires pour pouvoir avoir quatre capitaines par promo, mais de créer un véritable commandant de promotion. Jusque là ce rôle était assuré par le plus ancien des trois commandants de compagnie de la promotion, mais qui n'était guère qu'une boîte aux lettres entre le directeur de l'instruction militaire et ses camarades autres commandants de compagnie. J'en ai donc parlé à Louis Armand et suis allé voir Messmer qui m'a accordé sans difficultés ce supplément de deux commandants et deux capitaines.

Cette organisation fut mise en place pour la rentrée de la promo 63. J'avais rendu visite aux directeurs des personnels militaires des trois armées, en leur soulignant que pour les officiers qu'ils devaient m'affecter, je souhaitais surtout qu'ils s'intéressent aux jeunes et que si en outre ils sortaient de l'X, cela était mieux mais que ce n'était pas la condition essentielle. J'ai, en général, été très bien servi. Pour les commandants de promotion, la Marine m'a donné un officier qui venait de passer à quatre galons et qui a très bien réussi. Je me souviens qu'en arrivant pour se présenter, il m'a dit n'avoir jamais pensé à un tel « embarquement » suivant la formule des marins. Pour l'autre promotion j'avais mon candidat, Lalande, celui que j'avais eu sous mes ordres en Algérie. Comme il venait de passer commandant, je lui ai proposé le commandement d'une promo, ce qu'il a accepté. Il a donc pris à la rentrée de septembre 63 le commandement de la promo 62 qui devenait celle des « Anciens » et pour laquelle le Saint-Cyrien qu'était Lalande devait s'imposer tout en faisant preuve de compréhension vis-à-vis des traditions de l'Ecole ; ce qu'il a parfaitement réussi. L'année suivante il eut les conscrits de la promo 64 et quand il a quitté l'Ecole vers la fin de l'année scolaire parce que reçu à l'Ecole de Guerre, la promo 64 s'est couchée dans la grande cour de l'Ecole en dessinant avec leurs corps un « Chic à Lalande » qui était la meilleure preuve de sa réussite.

Il y avait un problème grave pour l'enseignement. Le professeur d'analyse, Laurent Schwartz, avait signé un manifeste (celui des « 221 » en raison du nombre des signataires) où des intellectuels engagés manifestaient violemment leur opposition à la politique du gouvernement en Algérie. Messmer, peut-être poussé par d'autres, avait estimé que signer ce texte était incompatible avec un poste d'enseignant dans une école de l'Etat, qui plus est dans une école militaire. Il avait donc relevé Laurent Schwartz de son poste. Celui-ci avait fait un recours au Conseil d'Etat, recours qui n'avait pas encore été jugé quand j'ai pris mon commandement. Mais quand on avait suscité des candidatures pour remplacer Lurent

Schwartz, il y avait eu grève des candidatures par esprit de corps, même si les positions politiques de Laurent Schwartz (il était sympathisant par idéalisme sans, je crois, être membre du parti). Cette situation risquait d'être dommageable pour les élèves, privés d'un professeur prestigieux (Laurent Schwartz avait reçu la Field Medal, qui est pour les mathématiques l'équivalent d'un prix Nobel, Nobel n'ayant pas voulu créer un prix de mathématiques parce que, disait-on, sa femme l'avait quitté pour un mathématicien) dans un cours théorique des plus importants, sinon le plus important. Un ingénieur des PC de la promo 45, Gilles Legrand avait accepté de faire un cours aux élèves pour qu'ils aient dans cette matière le minimum indispensable de connaissances. Je lui en savais gré et lui en suis toujours reconnaissant car son attitude a été vivement critiquée par un certain nombre de ses « collègues ». A la demande de Gilles Legrand lui-même, nous souhaitions, Cheradame et moi, trouver une solution. Je m'en suis ouvert à Louis Armand et nous avons décidé de faire tâter Laurent Schwartz par son frère Bertrand qui, au contraire de Laurent, était un gaulliste convaincu et qui, à l'époque, dirigeait l'Ecole des Mines de Nancy. La solution que nous envisagions était la suivante : Laurent Schwartz se portait candidat à sa propre succession et Messmer ne s'opposait pas à sa nouvelle nomination. Je suis allé en parler à Messmer qui m'a donné son accord, car il estimait que si Laurent Schwartz faisait acte de candidature, il abandonnait de ce fait son recours et justifiait la décision que Messmer avait prise contre lui. Avec cette réponse je suis allé retrouver Louis Armand qui, par Bertrand Schwartz, a obtenu l'accord de son frère. J'ai donc vu arriver une candidature de Laurent Schwartz qui a montré un certain humour en rédigeant cette candidature ; car à la rubrique « Relations antérieures avec l'Ecole polytechnique » il s'était borné à écrire qu'il lui paraissait inutile de s'étendre sur ce point.

Tout s'est donc terminé au mieux. J'ai reçu la visite de Laurent Schwartz qui m'a dit s'être toujours bien entendu avec les généraux commandant l'Ecole qu'il avait connus ; j'ai répondu que je souhaitais qu'avec moi il en soit de même ; et cela a été le cas. Laurent Schwartz était un personnage très séduisant ; de grande taille, élancé, il avait beaucoup d'allure, mais ce dont je me souviens le mieux, c'est son regard. Ses yeux étaient d'un bleu très clair et son regard respirait, si je puis dire, l'innocence, voire l'ingénuité. J'ai eu plusieurs fois l'occasion de le recevoir. Je me souviens qu'un jour il a demandé à me voir parce que certains élèves lui demandaient de pousser son cours et qu'il estimait qu'il devait faire ce cours « pour le cocon lambda », selon sa propre expression. Pour concilier ces deux objectifs, il ne voyait qu'une solution : organiser pour les volontaires une sorte de séminaire, il a employé l'expression de « laboratoire » qui m'a paru surprenante pour ces hautes mathématiques. C'est ce qui s'est réalisé, mais il nous a fallu nous ingénieur Chéradame, Haffner et moi, pour dégager les quelques mètres carrés nécessaires pour cela.

Un jour, M. Julia est venu me voir pour me dire ses réserves sur une réforme qui avait été décidée juste avant ma prise de commandement. Pour éviter que les candidats soient reçus « à l'ancienneté » et favoriser les 3/2 qui se présentaient pour la première fois, on avait décidé de donner à ces 3/2 une bonification de 30 points, je crois, ce qui n'était pas négligeable surtout pour ceux qui étaient en queue et parmi lesquels on préférait prendre un 3/2 un peu juste qu'un vieux routier 5/2, voire 7/2. Julia m'expliqua qu'il trouvait cet avantage anormal, car me dit-il il y a des gens à maturation rapide et d'autres à maturation lente, et les premiers ne sont pas pour autant supérieurs aux seconds. Remarque que j'ai trouvée admirable dans la bouche d'un homme qui, incontestablement avait été de maturation rapide.

L'entrée des élèves était bien séparée de la nôtre et le portier n'était guère curieux, si bien que des élèves en fraude utilisaient ce passage en disant de nuit qu'ils appartenaient à telle famille de cadre sans que le portier ne vérifie jamais.

Quand j'avais pris le commandement, Messmer m'avait dit que j'aurai une tâche passionnante, celle du transfert de l'Ecole hors de la rue Descartes. Le principe de ce transfert avait été décidé, mais le site de la future Ecole pas encore choisi. Comme tous les anciens élèves j'étais sentimentalement attaché aux locaux de la rue Descartes et n'étais donc a priori pas partisan du déplacement de l'Ecole, mais quelques jours de commandement m'ont suffi pour mesurer les inconvénients de la rue Descartes. Le manque de locaux ; j'ai déjà parlé des difficultés pour mettre à la disposition de M. Schwartz les quelques mètres carrés qu'il demandait. Les pertes de temps pour le sport ; il y avait bien des installations dans l'Ecole, un gymnase, une piscine, des salles d'escrime, mais pour les sports d'équipe et de plein air il fallait envoyer les élèves soit au stade Pershing à Vincennes, soit au stade de l'ACBB à Boulogne-Billancourt, soit à Charléty, d'où une heure de trajet tant à l'aller qu'au retour.

Des études avaient été entreprises avant mon arrivée pour examiner les conditions de ce transfert. Je crois que Debré avait voulu transférer l'X en province, par souci de décentralisation, mais qu'on avait réussi à limiter le déplacement à la banlieue parisienne, en raison en particulier à l'importance du corps enseignant dont la plupart des membres avaient d'autres fonctions que celles dont ils avaient la charge à l'X, soit dans l'Université, soit dans l'industrie, etc.

Ces études se basaient sur une augmentation des effectifs des élèves jusqu'à 400 élèves. J'y étais très opposé et le suis encore. Mes objections étaient, d'abord qu'il faudrait en même temps qu'on augmenterait les effectifs des élèves, augmenter le nombre de places qui leur seraient offertes, d'une part dans les corps d'Etat (et ceux-ci n'étaient pas disposés à s'engager dans cette voie), d'autre part dans les écoles d'application, car il ne fallait pas oublier que l'X n'était plus véritablement « polytechnique » en ce sens qu'avec le développement de la science et de la technique, un X en sortant de l'Ecole n'était pas à même de rendre des services dans l'économie à moins d'une formation complémentaire, que celle-ci se fasse dans des écoles d'application, dans la recherche ou sous toute autre forme. Mon opinion était et est toujours, que si l'on voulait former davantage d'ingénieurs, il fallait multiplier le nombre d'écoles d'ingénieurs et non augmenter le nombre d'élèves de chacune.

Sur les questions d'organisation des cours, salles d'instruction, je n'ai pas dit grand-chose, car c'était de la compétence de Chéradame. Par contre je me suis intéressé à l'installation des élèves. Partant de la constatation que l'augmentation de la population donnait beaucoup de prix à la conservation d'un « espace personnel », mais désireux de laisser aux futurs élèves la possibilité de contact et de vie en commun, avec tout ce qu'elle a de formateur, je préconisais qu'en première année les élèves soient comme rue Descartes en caserts et salle d'études communes, mais qu'en deuxième année ils soient en chambres individuelles, chambres plutôt monacales, débouchant sur la salle d'études commune à plusieurs chambres ; les élèves seraient ainsi obligés de se connaître, mais pourraient en deuxième année s'isoler dans leur « cellule ». Cette disposition avait recueilli l'approbation des caissiers de la promo 62, et elle était introduite dans le projet. Malheureusement la vague de démagogie qui a suivi mai 68, a fait abandonner ce projet, et à Palaiseau tous les élèves sont en chambres individuelles, si bien que les élèves qui se connaissent le mieux sont les filles car elles partagent l'utilisation d'une salle de bains à deux ou quatre. Le résultat tragique est qu'il y a eu depuis l'installation à Palaiseau des suicides, bien plus nombreux

que rue Descartes, car des élèves venus de province et un peu renfermés sur eux-mêmes, n'ont pas trouvé d'autres moyens de sortir d'une situation qui leur pesait.

J'avais été chargé par Messmer de reconnaître plusieurs emplacements pour y transférer l'X. On m'a proposé Ecouen que quittait la Légion d'Honneur, Boissy Saint Léger qui alors n'était pas desservi par le RER, Pontchartrain ; tous ces châteaux avaient le double inconvénient d'être assez loin de l'Université et des autres grandes écoles ; de plus ils étaient classés et je prévoyais des difficultés à y installer l'Ecole, difficultés que les Beaux-arts n'auraient pas manqué de soulever à chaque modification des lieux. J'ai proposé le château de Breteuil, au sud de la vallée de Chevreuse, non loin du chemin de fer de Sceaux (depuis le RER) qui était alors à vendre. C'était un bâtiment guère plus grand que le Boncourt, de style 18ème (mais je crois du 19ème). Il y avait des bois en pente sur la vallée où je voyais bien installer les logements de cadres et d'enseignants et des terres sur le plateau où l'on pouvait construire les bâtiments pour les élèves, l'instruction et les laboratoires. Le prix n'atteignait pas 5% du devis de construction de l'Ecole (devis largement dépassé lors de la construction comme il est malheureusement courant). J'avais envoyé le professeur d'architecture de l'X, M. Lopez, voir le château et il était revenu enthousiaste. Mais cela m'a été refusé par Delouvrier qui était alors superpréfet de la région parisienne ; il m'a dit craindre que la présence des élèves ne trouble les résidences, d'artistes en particulier, qui fleurissaient dans la vallée. J'ai eu beau lui dire que les élèves savaient se comporter, rien n'y fit, et Messmer ne l'a pas appuyé.

La solution vint d'une manière inattendue. M. Pisani, alors ministre de l'Agriculture, était venu faire une conférence sur les problèmes de son ministère. A l'issue de cette conférence j'ai emmené M. Pisani déjeuner au mess des officiers. Au cours du repas il m'a demandé où en était le déplacement de l'Ecole ; je lui ai répondu que l'emplacement n'était pas encore décidé. Il m'a alors suggéré d'installer l'X sur le plateau de Palaiseau sur des terrains qui appartenaient à son ministère et où il avait l'intention de transférer l'Institut Agronomique installé à Paris et l'Agri de Grignon, car il voulait fusionner les deux écoles. J'ai répondu à M. Pisani d'en parler à mon ministre et peu après je suis allé sur ce plateau avec Messmer et Delouvrier. Je ne marquais pas d'enthousiasme pour ce site, très plat, ce à quoi Delouvrier m'a répliqué qu'on aurait qu'à construire le paysage ; ce qui a été fait puisqu'on a fait un lac artificiel, des tertres également artificiels et planté beaucoup d'arbres ce qui a transformé le site.

Je crois que ce qui a déterminé le choix du plateau de Palaiseau était la proximité de la faculté d'Orsay où beaucoup d'enseignants pouvaient professer ; à l'époque on pensait faire un véritable campus à l'instar des universités américaines (au moment où elles en découvraient les inconvénients) avec l'installation d'autres grandes écoles : Mines, Ponts, Agro et la relative proximité d'HEC et de Centrale, déjà respectivement à Jouy-en-Josas et Chatenay-Malabry. Mais de toutes les écoles qui devaient accompagner l'X dans ce transfert, aucune n'est venue, ce qui a suscité la fureur des nombreux partisans du maintien rue Descartes.

Pour en revenir à l'époque où je commandais rue Descartes et en reprenant ce que j'avais dit à Delouvrier sur le comportement correct des élèves si on installait l'X au château de Breteuil, j'ai reçu au premier trimestre scolaire de la promo 62, une lettre furibonde du proviseur du lycée Louis-le-Grand, le plus proche de la rue Descartes. Les élèves qui en sortaient avaient coutume de venir de nuit au « baz grand » pour y peindre différents bâtiments à la couleur de la promotion. Le proviseur s'en indignait et m'écrivait en substance qu'il était inadmissible que des élèves d'une école qui avait la prétention d'être la première

du monde, se conduisent avec un tel manque d'éducation. J'ai simplement répondu à cet irascible proviseur que je regrettais de n'avoir pu en quelques semaines donner à mes élèves l'éducation que l'Université et les lycées n'avaient pas réussi à leur inculquer au cours de longues années. Il n'y a pas eu de suite à cette réponse, si ce n'est trois ans après quand Mahieux m'avait succédé ; il a reçu une lettre analogue et sans nous concerter, avait fait le même type de réponse. C'est à croire qu'à chaque changement de général, le secrétariat du proviseur lui présentait le même type de lettre pour voir la réaction.

La campagne de Kès de la promo 63 eut lieu au cours du 1^{er} trimestre de l'année 64 comme d'habitude. Deux tandems étaient en présence. L'un d'eux me paraissait de meilleure qualité et j'ai dû trop le faire sentir, car les élèves ont élu l'autre. Les battus que j'appréciais était Carsalade, un garçon qui recalé à l'X l'année précédente, était entré à Piston et au bout d'un an à Centrale avait à nouveau présenté l'X et avait été reçu. L'autre membre de ce tandem, Lagayette, a pris la recherche, puis s'est présenté à l'ENA où il a été reçu et en est sorti Inspecteur des Finances. Les deux vainqueurs n'ont pas marqué depuis leur sortie ; même à l'école ils n'avaient aucune cote auprès de moi, ni je crois aucun prestige auprès de leurs cocons. Si bien que pour tâter le moral de la promo, je m'appuyais beaucoup sur le major (non major d'entrée, mais major au passage et à la sortie) Attali. Je suis très reconnaissant à Attali car il avait, avec d'autres candidats gros bottiers, fait travailler les culots afin de leur éviter d'être séchés, donc pour moi renouveau des scènes pénibles de la promo 62.

Puisque je parle d'Attali, il est venu me voir peu avant la sortie pour me dire qu'il allait prendre « la botte ENA ». J'avais réussi à ressusciter cette faveur accordée aux X, à savoir que deux d'entre eux pouvaient entrer à l'ENA sans concours, à la seule condition d'être dans les 100 premiers de leur promo. C'est ainsi que Giscard était entré à l'ENA. Cette disposition était je ne sais pourquoi tombée en désuétude, et j'ai obtenu qu'on la reprenne. Depuis elle a été abandonnée je ne sais ni quand ni pourquoi.

Attali est donc venu me trouver avant la séance où les élèves étaient réunis pour qu'on leur donne tous renseignements sur leurs feuilles de botte, le document sur lequel ils indiquaient les corps dans lesquels ils souhaitaient sortir avec leur ordre de préférence, ainsi que l'arme dans laquelle ils désiraient faire leur « année mili » comme sous-lieutenant à la sortie. Attali est donc venu me dire qu'il envisageait de prendre la botte ENA. Je me rappelle lui avoir dit que tous les Mineurs vivants ou morts se retourneraient dans leurs lits ou leurs tombeaux en apprenant que le major avait pris l'ENA. Il n'a pas pris la botte ENA, mais au bout d'un an de l'école des Mines je ne sais pour quelle raison il a démissionné et a présenté et réussi le concours de l'ENA dont il est sorti troisième au Conseil d'Etat.

Dans le cours de l'année, j'assistais bien sûr aux Revues Barbe, montées par les élèves à l'occasion de la Sainte-Barbe, fêtée par des libations nombreuses, mais avant ces libations il y avait la revue, (après, quel aurait été l'état des acteurs ?). Dans ces revues les élèves mettaient en boîte, comme dans toutes les revues d'étudiants, les professeurs et les cadres, mais la coutume était que le Géné ne soit pas visé. Par contre une fois qu'il avait quitté son commandement la mise en boîte pouvait se faire, mais je n'en connaissais pas de cas. J'ai appris, quand j'étais major général, que je figurerais dans la revue de la promo 64, celle que je n'ai eu qu'un an et qui a fini sous le règne de Mahieux. Amusé j'ai demandé à Mahieux de m'inviter, ce qu'il a fait bien volontiers, j'étais donc dans sa loge à côté de lui et ai vu un élève déguisé en général (le nom était Gazoil, transparent si peu euphonique) ; il me représentait président une conférence, au premier rang de l'amphi bien sûr, et me tortillant pour ne pas m'endormir. Je me suis bien reconnu, car c'était souvent pour moi une épreuve

que d'écouter de telles conférences pas toujours passionnantes et il me fallait lutter contre le sommeil. J'ai donc bien ri et Françoise qui m'accompagnait et qui regardait plus la salle que la scène, m'a dit que ceux de la promo 64 (car les conscrits de la promo 65 qui y assistaient ne m'avaient pas connu) regardaient autant mes réactions que la revue elle-même. A la fin de la séance je me suis fait présenter l'élève qui m'avait mis en boîte, en le félicitant ; la seule critique que je lui ai faite, était qu'il avait une barrette de décorations beaucoup plus fournie que la mienne. Il a eu la gentillesse de répondre à mes compliments que son rôle n'était pas difficile, phrase que j'ai prise pour un compliment.

A la fin de ma deuxième année de commandement, Haffner est venu me dire qu'il allait quitter l'armée. J'ai donc dû chercher un commandant en second. On m'a conseillé de prendre Vaudable qui m'a demandé de ne pas utiliser le logement de fonction car il était propriétaire de son appartement boulevard Gouvion Saint Cyr ; je ne sais les arguments qu'il m'a présentés, mais j'ai accepté. Ce logement, assez spacieux, a été attribué à un autre officier, Sordoillet, je crois, qui en a été ravi, quoique je lui ai bien précisé que si pour une raison quelconque, un autre commandant en second était nommé à la place de Vaudable, il devrait décamper sans délai. Le principal inconvénient que je voyais au fait que mon commandant en second n'habite pas à l'Ecole était qu'en cas de pépins, je risquais de ne pas l'avoir sous la main de nuit ou les jours fériés. J'ai passé outre me disant que c'était improbable (je ne prévoyais pas mai 68) et que je m'en tirerais toujours avec les autres officiers.

On arrivait à la fin de l'année scolaire et comme les deux années précédentes j'ai réuni la promo 64 à l'amphi pour la rédaction des « feuilles de botte ». Après la partie « technique », j'ai fait mon laïus comme les années précédentes. Je me souviens bien que je leur ai dit entre autres qu'ils allaient devenir des « ils », et comme ils ne comprenaient pas ce que je voulais dire, j'ai écrit « ils » au tableau, et j'ai ajouté que généralement cela se prononçait autrement et j'ai ajouté après « ils » = ces cons-là et je leur ai demandé d'essayer de ne pas mériter cette appellation, car ils devaient occuper des postes de direction et ils le devaient à la communauté ; mais ai-je ajouté, si vous devez être ambitieux, vous ne devez pas être arrivistes et vous devez faire fructifier ce qui vous a été donné.

Après cet amphi je n'avais en principe plus à réunir cette promo. Mais il y eut un pépin. J'ai appris un jour que des élèves, masqués, avaient pris un sous-officier, l'avaient ligoté et jeté dans la piscine. Mais un des acteurs avait été reconnu. N'appréciant pas le procédé, même si le sous-officier en question avait eu un comportement souvent maladroit, j'ai réuni la promotion et je leur ai dit que je n'admettais pas leur attitude, que puisqu'un d'entre eux avait été identifié je le traduisais devant le conseil de discipline aux fins d'exclusion ; que bien sûr cette instance, présidée par le commandant en second, était libre de son jugement et n'était pas liée par ma position, mais qu'on ne pourrait ignorer celle-ci. J'ai ajouté que je reconsidérerais cette position si d'ici 24 heures les coupables se dénonceraient et que ce serait ceux-ci qui seraient punis et sévèrement. J'ai eu le lendemain une liste où figuraient le nombre de « coupables ». Je savais pertinemment que parmi les noms qui m'avaient été donnés figuraient probablement certains des coupables, mais que d'autres n'en étaient pas. J'ai parfaitement saisi ces désignations, tout à fait conforme aux traditions de l'Ecole (quand j'étais moi-même élève, j'ai été ainsi nommé par tirage au sort quand un basoff demandait « 4 noms à 4 crans », ce qui en langage clair voulait dire « désignez-moi quatre victimes pour avoir chacun quatre jours d'arrêts »). J'ai donc envoyé les élèves désignés pour 15 jours d'arrêts de forteresse, à passer non à l'Ecole mais dans un fort de la région parisienne, d'où ils ne sont sortis que pour passer à l'Ecole leurs examens généraux de fin d'année. C'était une

sanction très sévère car les punis ne pouvaient avoir l'aide de leurs cocons pour préparer ces examens.

Le lendemain du jour où j'ai notifié ma décision, Prémèsnil a vu arriver les caissiers qui ont demandé à être reçus par moi. Il leur a demandé les raisons de cette demande d'audience. Ils ont répondu qu'ils voulaient me rendre compte que les élèves avaient voté

l'« autocran », c'est-à-dire qu'ils se refusaient de sortir de l'École, et qu'ils venaient me dire que ce n'était pas une mesure dirigée contre moi, mais qu'ils avaient voulu marquer leur solidarité avec leurs camarades. Dans l'idée des élèves leur maintien à l'École pendant les jours de congé posait au commandement des problèmes d'intendance, puisqu'il y avait tous les élèves à prendre leurs repas, ce qui n'était pas les cas les jours de congé, d'où problème financier. Prémèsnil a eu une excellente réaction : « Pourquoi voulez-vous l'annoncer au général ? il le sait déjà. – Mais comment est-ce possible, nous venons seulement de voter ? – J'ai entendu le général dire à l'administrateur de prévoir les repas en conséquence – Mais, comment le savait-il ? – Votre réaction était si prévisible » a conclu Prémèsnil devant les caissiers tout décontenancés.

Quelques jours se sont passés sans incidents particuliers. Je craignais une manifestation au défilé du 14 Juillet, me rappelant que plusieurs années auparavant, après le passage des élèves devant le Président de la République (ce n'était pas encore le général de Gaulle) on avait vu sur la chaussée un pantalon d'uniforme que l'un d'entre eux avait jusque là dissimulé, je ne sais comment, et qu'il avait laissé tomber à son passage.

Les Exams-Gé se terminaient et pour certains, ceux qui passaient les premiers, le maintien de l'autocran devenait un problème, car leurs projets de vacances risquaient d'en pâtir. Ils ont donc décidé de lever l'autocran, et les caissiers sont venus me l'annoncer, en me demandant de réunir à nouveau leur promo puisque je leur avais dit, lors de cet amphithéâtre, que je regrettais que pour la dernière fois que je leur adressais la parole, ce fut dans de telles conditions. J'ai amené les caissiers à la fenêtre de mon bureau : on voyait des élèves traverser la cour en toute hâte, valises à la main, et je leur ai demandé si vraiment il leur paraissait possible que je réunisse leur promo, et ils ont bien été obligés de convenir que c'était illusoire. Mais, ai-je ajouté, si à la rentrée vous y pensez toujours, invitez-moi et si mon successeur en est d'accord, je viendrais volontiers. Entre autre choses (je n'ai pas parlé longtemps) je leur ai rappelé que j'avais souvent déclaré que j'étais le meilleur garant du respect des traditions, me croyant capable d'y inclure des traditions postérieures à mon passage comme élève. Ainsi « la Marie », le bistrot en face de la sortie des élèves, n'existait pas de mon temps, mais j'y inviterais volontiers vos caissiers puisque vos promos le fréquentent. Mais étant donné l'heure (il devait être plus de midi) je ne pense pas que ce soit aujourd'hui le jour. « Mais si », ont répondu les caissiers avec lesquels j'ai été chez « la Marie », « pot de fleurs » sur la tête. La Marie avait certainement été prévenue, car elle était dans ses plus beaux atours et j'ai eu le plaisir de retrouver à son bar deux élèves de la promo précédente venus je pense par amitié. Le pittoresque a été qu'au moment de payer les consommations, je me suis aperçu que j'avais oublié mon portefeuille et ce sont les caissiers qui ont payé ; j'en ai été quitte pour envoyer un chèque plus important à la Kès.

Revenant en arrière je me souviens qu'un jour où nous recevions l'École Royale Militaire Belge j'avais le général à dîner. Ma cave n'était pas plus fournie que d'habitude et connaissant la réputation de fins connaisseurs des Belges, j'ai demandé à mon chauffeur Jacquinot, un jour où je me déplaçais dans Paris, de m'arrêter devant un bon marchand de vin s'il en connaissait ; il a voulu m'arrêter devant un Nicolas mais je ne trouvais pas ça

digne de mes hôtes. Jacquinet m'a dit alors qu'il y avait un très bon marchand de vin rue de la Montagne Sainte-Geneviève, presque en face de la sortie des élèves. Il m'y a donc arrêté et j'ai demandé au patron quelques bouteilles de bon vin. Il m'en a donné en me disant que j'en serais content et j'ai répliqué que si je n'étais pas content je reviendrais le lui dire car j'étais son voisin. Devant son air interrogateur j'ai ajouté que j'étais le général commandant l'X. Il m'a dit aussitôt : « Ah ! ne prenez pas ça » et il a filé dans sa cave m'apporter d'autres bouteilles (certainement plus chères) mais qui étaient excellentes !

C'est donc Mahieux qui m'a succédé, comme il l'avait déjà fait à Inkerman. J'avais préparé tout un « testament » que je lui ai remis en lui disant qu'il en ferait ce qu'il voudrait, mais j'ai résumé mon point de vue sur ce commandement en lui disant qu'à mon avis les problèmes étaient dans quatre domaines : les élèves bien sûr, mais ils ne faisaient que les conneries que nous avions jadis faites, simplement adaptées au goût du jour. Les anciens élèves qui se partageaient en trois catégories : ceux qui ne s'intéressaient plus à leur Ecole et c'était dommage ; ceux qui s'y intéressaient trop (du type de mon temps ... quand une promo ancienne faisait son magnan de promo dans l'Ecole et m'écrivait que les locaux étaient mal tenus, ne se souvenant pas de ce que c'était « de leur temps » et idéalisant ces souvenirs) et c'était dommage aussi ; enfin rares étaient ceux qui s'y intéressaient d'une façon active. Dernier problème : celui des locaux et c'était le plus difficile ; une année il y eut une vingtaine d'élèves étrangers reçus, au lieu des 5 ou 6 habituels et cela a été un problème de loger toute la promotion et j'ai déjà parlé de la difficulté pour trouver l'espace pour les laboratoires des professeurs.